

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°06 – juin 2025

Sommaire

L'info à retenir

Transition Ecologique & Energétique

1. Signature d'un agenda d'action pour l'Océan entre la France et l'Allemagne
2. Le Bundestag décide de prolonger le frein aux loyers jusqu'en 2029
3. Suppression de plus de 500 000 quotas d'émission en Allemagne
4. Avancées mesurées sur la baisse des prix de l'électricité annoncée par la coalition
5. La France et l'Allemagne affichent leur rapprochement sur les questions énergétiques

Transports

1. Les Länder et le gouvernement refusent d'augmenter leur part de financement du Deutschlandticket

Entreprises & International

1. Déplacements du Chancelier et de la ministre de l'Economie et de l'Energie aux Etats-Unis

2. Soutien allemand à la proposition de la Présidente de la Commission de « refonder » l'OMC

3. L'industrie allemande particulièrement touchée par la pénurie de terres rares

4. Arcelor-Mittal renonce à la subvention d'1.3 Mrds d'euros pour son projet de décarbonation

5. Simplification administrative : un nouveau système pour faciliter la gestion des données dans les services publics

6. La ministre fédérale de la Santé demande une production plus importante de médicaments en Europe

Numérique & Innovation

1. Six candidatures allemandes pour des giga-factories d'IA

2. La Bundeswehr prévoit d'utiliser le système cloud de Google

3. Le fabricant américain de puces Globalfoundries investira 1,1 Md€ pour développer son usine de Dresde

_Toc202965118

L'info à retenir

Discours de F. Merz au Tag der Industrie

En ouverture de la Journée de l'industrie allemande (TDI) organisée par la Fédération allemande de l'industrie (BDI), le chancelier F. Merz a donné la priorité à la redynamisation de l'économie. Il a présenté un « *Investitions-Booster* » qui devrait acter des baisses d'impôts inédites depuis 20 ans. Le budget 2025 devrait également intégrer un allègement des taxes sur l'électricité et un fonds d'investissement pour les infrastructures financé par la dette. Plus généralement F. Merz a appelé à un changement de mentalité, en rupture avec le principe de précaution, y préférant une réduction des freins bureaucratiques de pair avec une responsabilisation accrue des entreprises. En matière de politique commerciale, F. Merz a critiqué la lenteur et la complexité des négociations de la Commission européenne avec les États-Unis et a plaidé pour des accords sectoriels ciblés (chimie, pharmacie, automobile, acier...). Sur les matières premières, des partenariats stratégiques sont envisagés avec l'Inde, le Mexique ou la Corée du Sud, afin de renforcer la diversification des approvisionnements et l'indépendance du pays.

Transition Ecologique & Energétique

1. Signature d'un agenda d'action pour l'Océan entre la France et l'Allemagne

À l'occasion de la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC3), qui s'est tenue à Nice du 9 au 13 juin sous la co-présidence de la France et du Costa-Rica, la coopération franco-allemande a été valorisée par la signature d'un « [agenda d'action pour l'Océan](#) ».

Cette déclaration a été signée le 10 juin par la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, Agnès Pannier-Ruñacher, et par son homologue allemand, le ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection du Climat, de la Conservation de la nature et de la Sécurité nucléaire, Carsten Schneider (SPD). Articulé autour de 10 axes, cet agenda vise à renforcer les engagements politiques en faveur de la protection de l'océan sur de nombreux enjeux sensibles, tels que la promotion des aires marines protégées et de la pêche durable, la décarbonation du transport maritime, ou encore le renforcement de la coopération scientifique.

2. Le Bundestag décide de prolonger le frein aux loyers jusqu'en 2029

Comme promis par l'accord de coalition, le Bundestag a voté le 26 juin avec les voix des Verts, de la CDU/CSU et du SPD la prolongation du frein aux loyers (*Mietpreisbremse*) jusqu'en 2029. La Ministre fédérale de la Justice S. Hubig (SPD) a également lancé un groupe d'experts qui doit élaborer des propositions sur le droit de la location (amendes en cas de non-respect du frein, lutte contre les loyers abusifs...) d'ici fin 2026. Le *Mietpreisbremse* lancé en 2015, est une mesure d'encadrement des loyers qui stipule qu'en cas de nouvelle location d'un appartement, le loyer ne doit pas dépasser de plus de 10 % la valeur de référence locale habituelle. La mesure est en vigueur dans les régions désignées comme zones où le marché du logement est tendu. L'association de propriétaires Haus & Grund estime que ce frein est superflu et qu'il engendre une baisse de l'offre de logements. A l'inverse, la Fédération allemande des locataires se réjouit de la prolongation du frein mais aimerait voir une réduction de ses nombreuses exceptions. Par exemple, le *Mietpreisbremse* ne s'applique pas aux

logements neufs qui ont été loués pour la première fois après octobre 2014.

3. Suppression de plus de 500 000 quotas d'émission en Allemagne

Selon le ministère fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat (BMUKN) et l'Agence fédérale allemande pour l'environnement (UBA), l'Allemagne supprimera, pour la première fois, d'ici la fin de l'année 514 000 quotas d'émission de CO₂ dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de l'Union européenne (SEQE-UE). Cette mesure vise à garantir que les droits d'émission libérés à la suite de la fermeture des centrales à charbon Neurath A et Frechen en 2022 (permettant d'éviter 890 000 tonnes de CO₂ en 2023) ne soient pas remis sur le marché. Les quotas concernés sont ceux non automatiquement absorbés par la réserve de stabilité du marché (MSR). Leur suppression interviendra entre septembre et décembre 2025, par une réduction des volumes mis aux enchères en Allemagne dans le système européen d'échange de quotas. Selon le BMUKN, cette annulation nationale complémentaire permet d'éviter l'« effet de vases communicants » : sans suppression, ces quotas inutilisés pourraient être réemployés ailleurs dans l'UE, annulant ainsi l'effet bénéfique de la sortie du charbon. Cette pratique devrait se poursuivre dans les prochaines années à mesure que d'autres centrales ferment, pour assurer l'intégrité environnementale du système européen.

4. Avancées mesurées sur la baisse des prix de l'électricité annoncée par la coalition

La Commission européenne a présenté, le 25 juin, le cadre fixant les conditions d'un prix de l'électricité pour l'industrie avec de nouvelles règles en matière d'aides d'Etat (*Clean Industrial State Aid Framework, CISAF*). Si la Ministre de l'Économie et de l'Énergie, K. Reiche (CDU), se félicite de cette évolution et

va présenter un projet en ce sens en Allemagne, l'industrie regrette que les mesures n'aillent pas assez loin et soient très bureaucratiques. Parallèlement, lors de la présentation du projet de budget fédéral 2025, il est apparu que le gouvernement avait réservé la réduction de la taxe sur l'électricité au minimum européen aux seules entreprises de l'industrie manufacturière et agricoles, au lieu de la réduction pour toutes les entreprises et ménages, promesse pourtant inscrite dans l'accord de coalition. La CDU/CSU et le SPD sont vivement critiqués pour cette décision. En revanche, la taxe sur le stockage du gaz doit être supprimée pour tous les consommateurs et l'État devrait prendre en charge une baisse des tarifs d'utilisation du réseau à partir de 2026.

5. La France et l'Allemagne affichent leur rapprochement sur les questions énergétiques

En marge du Conseil énergie du 16 juin, la ministre fédérale allemande de l'Économie et de l'Énergie, K. Reiche (CDU), a participé « en tant qu'invitée » à une réunion de l'Alliance du Nucléaire, regroupant les États européens souhaitant s'appuyer entre autres sur le nucléaire pour la transition énergétique. « *J'ai écouté et pris contact* », a déclaré la ministre à l'issue de cette réunion. D'autre part, la ministre allemande, K. Reiche, et le ministre français chargé de l'industrie et de l'énergie, M. Ferracci ont participé, suite au Conseil énergie du 16 juin, à la onzième session de l'Assemblée parlementaire franco-allemande à Paris, l'occasion pour la ministre de déclarer : « *élargissons notre regard aux opportunités existantes, au lieu de nous attarder sur une seule divergence* », faisant référence au désaccord au sujet du nucléaire. Pour rappel, dans la tribune commune d'Emmanuel Macron et Friedrich Merz, publiée le 7 mai, dans le Figaro, il est indiqué qu'un « *réalignement [des] politiques énergétiques, fondées sur la neutralité climatique, la*

compétitivité et la souveraineté» sera mis en œuvre par les deux pays.

Entreprises & International

Transports

1. Les Länder et le gouvernement refusent d'augmenter leur part de financement du Deutschlandticket

Lors de la conférence spéciale des ministres des Transports (VMK) qui s'est tenue vendredi à Berlin le 27 juin, l'Etat fédéral et les Länder se sont prononcés en faveur du *Deutschlandticket* et de sa prolongation. Toutefois, la question du financement de l'offre au-delà de 2025 n'a pas été résolue. Afin de parvenir à un accord avant la fin de l'année, il est prévu d'organiser, en plus de la VMK régulière, une autre réunion spéciale à la rentrée. Le point d'achoppement reste la manière dont les éventuels coûts supplémentaires pour les entreprises de transport seront compensés. Ils sont estimés à 500 M€. Jusqu'à présent, les coûts dépassant les fonds mis à disposition par l'Etat fédéral et les Länder (respectivement 1,5 Mrd€ chacun) étaient couverts par les augmentations de prix pour les usagers et les fonds restant de l'année 2023. Le ministre des Transports Patrick Schnieder (CDU) estime que seul le ministre fédéral des Finances Lars Klingbeil (SPD) peut créer les possibilités de financement des coûts supplémentaires de 500 M€. Ce dernier ne se considère pas compétent sur le sujet du *Deutschlandticket*. Il n'y a pas non plus eu d'accord sur l'augmentation du prix de l'abonnement pour les usagers après 2029. Ce prix est depuis janvier 2025 de 58 € par mois.

1. Déplacements du Chancelier et de la ministre de l'Economie et de l'Energie aux Etats-Unis

Lors de son déplacement aux Etats-Unis le 5 juin, le Chancelier a indiqué avoir longuement discuté avec le président américain du sujet des droits de douanes. Il a eu l'opportunité de rappeler que les entreprises allemandes produisaient plus de 400 000 voitures aux Etats-Unis. D. Trump a, quant à lui, indiqué à la presse « espérer conclure un bon accord » avec l'UE, tout en précisant ne pas exclure l'imposition de droits de douane si un tel accord était impossible. De son côté, K. Reiche s'est entretenue avec des représentants du gouvernement et des entreprises lors de son déplacement du 18 au 21 juin. Les discussions se sont concentrées sur les droits de douanes et les relations bilatérales. La ministre a rappelé que les entreprises allemandes emploient 900 000 personnes aux Etats-Unis. Concernant particulièrement les droits de douane, elle a indiqué que l'objectif était de trouver un accord qui règle les grands thèmes et allège la pression sur les industries, citant l'acier et l'automobile. Le [communiqué](#) de presse de son ministère précise qu'en 2024, « les Etats-Unis étaient le premier partenaire commercial de l'Allemagne » et que près de 10% des exportations allemandes étaient destinées aux Etats-Unis.

2. Soutien allemand à la proposition de la Présidente de la Commission de « refonder » l'OMC

Lors de la Conférence de presse faisant suite au Conseil européen, le Chancelier a indiqué soutenir la proposition de la Commission de créer une alliance entre les pays du CPTPP [Partenariat transpacifique global et progressiste] et

l'Union européenne. Il a ainsi indiqué que « si l'OMC est aussi dysfonctionnelle qu'elle l'est depuis des années - et qu'elle le reste manifestement - », les Européens, en tant que « partisans constants du libre-échange, devront trouver une autre solution ». Les économistes allemands soutiennent également l'initiative. H. Görg, directeur commerce à l'Institut d'économie mondiale de Kiel (IfW), salue le fait que cette proposition signale que l'UE reste intéressée par un ordre commercial basé sur des règles. « C'est une déclaration importante à l'heure actuelle, en particulier pour les Etats-Unis, qui ne font pas partie du CPTPP et n'ont probablement pas l'intention d'en faire partie », a-t-il indiqué à la presse. L. Flach, responsable du commerce extérieur à l'Ifo, avertit toutefois qu'il ne faut pas voir cette initiative comme une alternative à l'OMC.

3. L'industrie allemande particulièrement touchée par la pénurie de terres rares

Les restrictions d'importation de terres rares imposées par la Chine depuis le mois d'avril impactent directement l'industrie allemande, quasiment intégralement dépendante de ses matières pour la production d'équipements, véhicules et technologies de défense. Selon le Handelsblatt, plus d'une dizaine d'entreprises allemandes ont déjà signalé des ralentissements ou des arrêts de production, faute de composants. En réponse, le BDI a adressé un courrier à la ministre de l'Économie K. Reiche (CDU) avec des propositions, exigeant des procédures d'exportation simplifiées et dénonçant l'usage politique des licences d'exportation par Pékin. Le BDI appelle aussi à soutenir financièrement le stockage stratégique de ressources critiques, notamment pour la défense, et à activer rapidement le fonds matières premières lancé en 2023, sans quoi la crise actuelle pourrait constituer une menace industrielle majeure à court terme.

4. Arcelor-Mittal renonce à la subvention publique d'1,3 Mrds d'euros pour son projet de décarbonation

Arcelor-Mittal a décidé de renoncer au financement du gouvernement fédéral pour son projet de production d'acier neutre en carbone à base d'hydrogène sur ses sites de Brême et Eisenhüttenstadt à hauteur d'1,3 milliard d'euros de subventions publiques, sur un total de 7 milliards d'aides prévues pour la filière. L'industriel estime que les incertitudes sur la disponibilité et le prix de l'hydrogène vert, ainsi que le niveau élevé et imprévisible des prix de l'électricité en Allemagne, empêchent un modèle économique viable. Ce retrait compromet un projet clé pour la transformation de l'industrie sidérurgique allemande, dont les émissions représentent 30% des émissions industrielles et 6% des émissions totales de CO₂ du pays. Arcelor-Mittal comptait initialement remplacer deux hauts-fourneaux d'ici 2030, permettant d'économiser jusqu'à 5,8 millions de tonnes de CO₂ par an pour une production de 3,8 millions de tonnes d'acier bas carbone. D'autres obstacles invoqués incluent les incertitudes commerciales liées aux droits de douane américains et la critique du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF). L'entreprise reste toutefois engagée dans une stratégie de décarbonation via des fours à arc électrique utilisant de la ferraille, tout en avertissant que la décarbonation ne peut se faire "à tout prix".

5. Simplification administrative : un nouveau système pour faciliter la gestion des données dans les services publics

Le ministre fédéral du Numérique et de la Modernisation de l'État, K. Wildberger, a présenté le 27 juin 2025 devant le Bundestag le traité d'État sur le système national NOOTS (Nationales Once-Only-Technical-System), destiné à simplifier l'accès aux services administratifs en Allemagne. L'objectif est de supprimer la répétition inutile des démarches

pour les citoyens et les entreprises, les administrations pourront par exemple échanger automatiquement des données déjà disponibles (une copie d'acte de naissance) sans les redemander. Le système vise une mise en réseau sécurisée, automatisée, sobre en données et sans profilage en conformité avec le RGPD. Le NOOTS sera une infrastructure numérique commune au Bund et aux Länder, élaborée suite à un mandat confié en 2024 au Conseil de planification IT. Signé en décembre dernier par le chancelier fédéral et les dirigeants des Länder, le traité doit encore être ratifié par le Bund et au moins 11 Länder pour entrer en vigueur.

6. La ministre fédérale de la Santé demande une production plus importante de médicaments en Europe

Le 20 juin 2025, la ministre fédérale de la Santé, N. Warken, a participé à la réunion du Conseil de l'emploi, des affaires sociales, de la santé et de la protection des consommateurs (EPSCO) de l'Union européenne (UE) à Luxembourg. La réunion abordait notamment la question de l'approvisionnement en médicaments. Dans une [vidéo](#) publiée le jour-même, N. Warken (CDU), rappelait que près de 80 % des antibiotiques consommés en Europe provenaient d'un autre continent et appelait à « changer cela ». N. Warken plaidait également pour que les marchés publics privilégient les producteurs européens. Cependant, l'économiste J. Kirchhoff de l'Institut de l'économie allemande (IW) rappelle que « certaines procédures d'appel d'offres échouent parce qu'il n'y a tout simplement pas de fournisseurs européens ». Pour sa part, H. Steutel, président de l'Association des entreprises pharmaceutiques de recherche (VFA), considère que « c'est déjà un défi de maintenir les capacités existantes ».

Numérique & Innovation

1. Six candidatures allemandes pour des gigafactories d'IA

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de la Commission européenne pour la construction de gigafactories d'IA, le Ministère de la Recherche (BMFTR) a rapporté que six manifestations d'intérêt venant d'Allemagne ont été déposées. Après des discussions entre SAP, Schwarz Digits, Ionos, Siemens et Deutsche Telekom, le consortium a échoué et les entreprises ont déposé des dossiers indépendamment les unes des autres. Les détails complets ne sont pas connus mais il y aurait notamment un projet porté par Deutsche Telekom avec le centre de recherche Jülich ; un projet du groupe Schwarz avec le centre de calcul haute performance de Stuttgart ; un projet co-porté par Ionos et Hochtief ; un projet de la Silicon Saxony ainsi qu'un projet en Bavière porté par le promoteur immobilier Investa.

2. La Bundeswehr prévoit d'utiliser le système cloud de Google

La Bundeswehr (armée allemande) prévoit d'utiliser un système cloud de Google et SAP d'ici fin 2027, dans le cadre d'un contrat de dix ans à plusieurs centaines de millions d'euros. Cette décision s'inscrit dans une stratégie multicloud de l'armée allemande, qui combine plusieurs fournisseurs pour différents usages. Le projet repose sur les services cloud de Google afin de faire fonctionner la Business Technology Platform (BTP) de SAP, essentielle à la gestion numérique de la Bundeswehr. Les données seront hébergées dans un cloud privé (pCloudBw), sans lien direct avec les systèmes de Google. Le cloud de Google sera aussi utilisé pour le développement d'applications intégrant l'IA. Des critiques formulent des inquiétudes liées à la souveraineté et appel-

lent à privilégier des solutions européennes, mais les experts soulignent que les hyperscaleurs américains (Google, AWS, Microsoft) sont bien plus performants, notamment pour le développement d'applications d'IA.

3. Le fabricant américain de puces Globalfoundries investira 1,1 Md€ pour développer son usine de Dresde

Globalfoundries a annoncé le 5 juin 2025 qu'il investirait 1,1 Md€ au cours des prochaines années pour augmenter la production dans son usine de Dresde. Le gouvernement fédéral devrait soutenir le projet à hauteur de plusieurs centaines de M€, bien que le ministère de l'Economie et de l'Energie n'ait pas encore commenté. Selon Globalfoundries, l'usine de Dresde est la plus grande usine de puces d'Europe et emploie 3 200 salariés. Le groupe y a investi 2 Mds\$ depuis 2020. Durant plusieurs années, Globalfoundries s'estimait lésé par rapport à son concurrent TSMC, lequel reçoit 5 Mds€ de subventions pour une nouvelle usine à Dresde. L'usine de Globalfoundries fournit notamment l'industrie automobile. L'eurodéputé de Dresde Oliver Schenk (CDU) affirme que dans la compétition internationale, « la Saxe a pu convaincre une fois de plus avec son écosystème de semi-conducteurs bien développé. ». Une vingtaine d'autres projets de puces (notamment ceux de X-Fab, Vishay, Semikron Danfoss, Aixtron, AMTC, Carl Zeiss et Siltronic) devraient être subventionnés pour un total de 2 Md€.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Thomas GOIJAT, Manuela SACCOMANO, Côme ZEGNA-RATA

Relecteur : Bertrand LE TALLEC

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr